Intégration commerciale de l'Afrique et libre-échange global : défis et perspectives

Africa's Trade Integration and Global Free Trade: Challenges and Opportunities

Jacob Kotcho

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5781>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.5781](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5781)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Jacob Kotcho, « Intégration commerciale de l'Afrique et libre-échange global : défis et perspectives », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2017, mis en ligne le 01 mars 2017, consulté le 21 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5781> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5781>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Intégration commerciale de l'Afrique et libre-échange global: défis et perspectives

Jacob Kotcho

Doctorant, Politique Commerciale, Lund University School of Economics, Suède
Secrétariat Général, CEEAC

Le modèle d'intégration choisi par le continent africain est un mix entre l'intégration par les marchés et celle par les institutions

Le continent africain et ses États sont engagés tant dans un processus d'intégration commerciale comportant plusieurs étapes, selon un calendrier prévu par le Traité d'Abuja établissant la Communauté Économique Africaine que dans divers processus de négociation d'accords commerciaux régionaux avec des partenaires étrangers (UE, Chine, USA, etc.). Dans un contexte mondial dominé, depuis 1947, par la libéralisation de plus en plus poussée des échanges commerciaux mondiaux sous les principes du GATT et de l'OMC, quelles sont les perspectives d'aboutissement de l'agenda d'intégration commerciale de l'Afrique ? Cette question se pose dans un environnement diplomatique en mutations profondes et une configuration du commerce mondial faite de division internationale du travail. En d'autres termes qu'elles sont les incidences des multiples accords commerciaux internationaux auxquels les pays africains sont parties, sur l'intégration du continent ? Nous ferons un état de l'intégration commerciale africaine assortie de ses défis.

L'intégration par les marchés et par les institutions

Le modèle d'intégration choisi par le continent africain est un mix entre l'intégration par les marchés et celle par les institutions, en essayant de suivre l'approche proposée par Balassa qui va de la zone de libre-échange à l'union économique et monétaire en passant par l'union douanière, le marché commun et l'union économique¹. Le cadre de référence de ce processus en Afrique a connu des mutations depuis le lendemain des indépendances jusqu'à nos jours. Sur le plan conceptuel, la volonté d'intégration des pays africains, au lendemain des indépendances, s'inscrivait dans la continuité de la lutte pour une indépendance totale du continent. C'est ainsi que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)² n'a pas véritablement

intégré, dès le départ, les préoccupations relatives à l'intégration économique, dans son agenda concret. Ce n'est que lors de la XVIème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, tenue à Monrovia en juillet 1979, clôturée par la «déclaration sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine économique et social, en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international», que l'intégration économique du continent a été replacée au centre du processus. Ce changement d'orientation a été matérialisé par l'adoption du Plan d'Action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000³, dont la mise en œuvre repose sur huit Communautés économiques régionales (CER) qui doivent former les éléments de base de la Communauté économique africaine (CEA) tels que stipulés dans le Traité de juin 1991 qui l'institue (communément appelé Traité d'Abuja⁴).

Le traité d'Abuja prévoit la mise en place de la CEA en six étapes réparties sur une période de trente-quatre années. Les trois premières étapes sont consacrées à la consolidation de la dynamique d'intégration au niveau des CER⁵ avec, à terme, la mise en place des unions douanières. La quatrième étape devrait permettre l'établissement de l'union douanière continentale et les deux dernières la mise en place du marché commun africain.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ces orientations, de nombreuses actions sont en cours sur l'ensemble du continent dans une variété de secteurs. Il convient d'insister sur le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) adopté en juillet 2001, et qui constituait au moment de son adoption la feuille de route pour le développement du continent. Ce programme vise le développement du capital humain, l'industrialisation, le développement technologique, des infrastructures,

des échanges commerciaux ainsi que l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et la sécurité alimentaire. A ce jour, toutes les initiatives d'intégration du continent sont fondées dans un vaste programme d'intégration sur un horizon de cinquante années baptisé l'Agenda 2063, « l'Afrique que nous voulons ». Dans son premier plan décennal, la stimulation du commerce intra-africain par l'établissement d'une zone de libre-échange continentale est un des programmes phares.

Où en est l'intégration commerciale du continent ?

Le moins qu'on puisse dire est que le processus d'intégration commerciale connaît des avancées mitigées. Au sein des CER, l'objectif d'établissement des unions douanières n'est pas encore atteint; deux seulement sur les huit reconnues par l'UA sont à ce stade (CEDEAO et CAE). Certaines d'entre elles, telles que la CEEAC et l'UMA, n'ont pas encore une zone de libre échange opérationnelle. Bien plus, on assiste à une superposition d'appartenance avec des États impliqués dans plusieurs CER qui visent les mêmes objectifs en termes de politiques commerciales⁶.

En rapport avec les cinq dimensions de l'indice d'intégration régionale en Afrique mis au point par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique, les performances du continent en ce qui concerne l'intégration commerciale sont à peine au-dessus de la moyenne (0,54)⁷. Les préalables au développement du commerce intra africain que constituent les capacités productives et l'infrastructure appropriée, sont loin d'être intégrées. La contribution des États membres aux échanges des produits intermédiaires au sein des CER reste faible, en raison principalement du modèle de production extravertie hérité de la colonisation, lequel se caractérise par la fourniture des matières premières agricoles et minières, la faible intégration des filières dans différents secteurs, et dans une certaine mesure, la similitude des systèmes de production.

Tableau : performance d'intégration régionale en Afrique suivant l'indice d'intégration régionale

	Intégration commerciale	Infrastructures régionales	Intégration productive	Libre circulation des personnes	Intégration financière et macroéconomique
CAE	0,78	0,496	0,553	0,715	0,156
CEDEAO	0,442	0,426	0,265	0,8	0,611
CEEAC	0,526	0,451	0,293	0,4	0,599
CEN-SAD	0,353	0,251	0,247	0,479	0,524
COMESA	0,572	0,439	0,452	0,268	0,343
IGAD	0,505	0,63	0,434	0,454	0,221
SADC	0,508	0,502	0,35	0,53	0,397
UMA	0,631	0,491	0,481	0,493	0,199
Moyenne de 5 CERs	0,54	0,461	0,384	0,517	0,381

Source : UA, BAD et CEA, Indice de l'intégration régionale en Afrique, 2016.

Face à cette situation, les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine ont pris, en janvier 2012, une décision mettant en place la double initiative de « Renforcement du Commerce Intra-africain (BIAT) » et la création d'une « Zone de Libre-échange Continentale (ZLEC) »⁸ à l'échéance de 2017. Les négociations pour l'établissement de la ZLEC ont été lancées officiellement le 15 juin 2015 à Johannesburg et elle devrait couvrir le commerce des marchandises et des services. Du point de vue juridique, ces négociations devraient aboutir à un protocole à annexer au Traité d'Abudja. Au-delà de la libre circulation des marchandises et des services, des actions sont en cours pour l'harmonisation des politiques et des cadres institutionnels concernant la propriété intellectuelle.

Le défi de la cohérence

Les principaux défis auxquels le processus d'intégration commerciale de l'Afrique fait et fera face dans le contexte actuel de la mondialisation se concentrent autour de l'exigence de cohérence sur le quadruple plan stratégique, politique, juridique et institutionnel.

Sur le plan stratégique, la dynamique d'intégration commerciale africaine doit s'appuyer sur des choix centrés sur les priorités internes du continent. En ces moments critiques où les négociations commerciales multilatérales à l'Organisation mondiale du commerce piétinent et où on observe un retour en puissance du régionalisme et du bilatéralisme, le continent, en tant qu'entité globale, est fortement sollicité pour la conclusion des accords avec diverses puissances (UE, USA, Chine, Japon, Corée, etc.)⁹. Il serait hasardeux pour le continent de s'engager dans de tels processus sans un référentiel fondé sur ses propres priorités. L'autre défi stratégique qui est plutôt interne, est celui de la priorisation intelligente des actions à mener. Le continent fait face à d'énormes défis infrastructurels (énergie, voies de communications et transports, télécommunication, développement technologique) dont la résolution constitue un préalable incompressible à la réussite de l'intégration commerciale.

L'exigence de cohérence au niveau politique consiste en le réalisme qui se décline en plusieurs éléments : i) la proportionnalité des ambitions et des engagements politiques avec les capacités des États du continent, en tenant compte du nécessaire traitement spécial et différencié en vue de prendre en compte les inégalités de niveau de développement entre eux ; ii) le respect par tous les États, des engagements sectoriels dans le domaine du commerce, qui sont pris au niveau continental ; iii) l'harmonisation des politiques publiques en vue de

leur alignement stratégique, dans la perspective de l'atteinte des objectifs du développement économique et social du continent, particulièrement en ce qui concerne les politiques commerciales et les politiques industrielles¹⁰ ; iv) la gestion efficace et bien orientée des contraintes liées au passif colonial, à l'exemple de l'influence de la France sur les processus d'intégration régionale au sein des pays francophones d'Afrique¹¹.

Enfin, sur les plans juridique et institutionnel, plusieurs défis majeurs et non exhaustifs peuvent être relevés. D'abord, le risque d'établissement des institutions et mécanismes qui s'inscrivent dans des stratégies de consolidation, voire de contrôle de l'environnement régional par les États membres les plus forts, avec pour conséquence de renforcer les rapports asymétriques qui existent déjà plutôt que de les remettre en question¹². Les pays tels que l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Égypte et le Kenya ont tendance à dominer les processus en rapport avec l'intégration commerciale du continent. Ensuite, l'application effective par les institutions nationales des décisions communautaires (insertion desdites décisions dans le corpus juridique interne des États membres) en vue de les rendre applicables par les agents des différents services publics à l'échelle nationale. Finalement, concernant le défi de la rationalisation des institutions, plusieurs cadres traitant des mêmes questions au sein des CER existent. Ils sont entretenus par des influences extérieures dans l'objectif de préserver les intérêts étrangers, avec comme conséquence d'importants coûts induits par la dispersion des ressources humaines et financières déjà assez rares sur le continent.

En définitive, les défis sont nombreux mais pas insurmontable au regard du potentiel dont dispose le continent.

Chine-Afrique, Japon-Afrique, Corée-Afrique, etc.

¹⁰ Voir CEA (2016). Politique Industrielle Transformatrice Pour L'Afrique. Addis-Abeba. UNECA (2015). L'industrialisation par le commerce. Rapport économique sur l'Afrique 2015. Addis-Abeba.

¹¹ Il s'agit de gérer les accords de coopération qui reposent sur des intérêts militaire et monétaire (la parité entre le franc CFA et l'Euro) qui sont quelques fois en conflit avec la volonté d'intégration politico-économique des États francophones d'Afrique. Sur le sujet, lire Bach, D.C. et Vallée, O. (1990). « L'intégration régionale : espaces politiques et marchés parallèles », Politique africaine, octobre 1990, no 39, p. 68-78.

¹² Sur la reproduction des inégalités à travers les règles du commerce voir Wilkinson, R. (2009). The problematic of trade and development beyond the Doha round. The Journal of International Trade and Diplomacy 3 (1), Spring, 155-186.

¹ Ballassa, B. (1961.). The theory of economic integration. Homewood, Richard D. Irwin, Inc.

² Créée en 1963, l'Organisation de l'unité africaine a été remplacée en 2002 par l'Union africaine (UA).

³ Adopté par la Deuxième session extraordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA, tenue à Lagos au Nigéria, le 29 avril 1980. Disponible sur http://staging.ilo.org/public/libdoc/ilo/1981/81B09_473_fren.pdf

⁴ Texte disponible sur http://www.wipo.int/edocs/trtdocs/fr/aec/trt_aec.pdf

⁵ Parmi la multitude des CER qui existent sur le continent africain, huit sont reconnues comme la base de construction de l'Union africaine notamment: l'UMA, la CEN-SAD, le COMESA, la CAE, la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD et la SADC.

⁶ L'union douanière dont l'élément principal est l'établissement d'un tarif extérieur commun est une configuration exclusive.

⁷ UA, BAD et CEA (2016). Indice de l'intégration régionale en Afrique, Rapport 2016. Addis-Abeba.

⁸ Décision de la Conférence de l'Union africaine n° Assembly/AU/Dec.394/XVIII.

⁹ L'UE a sollicité la négociation d'un accord d'investissement avec les États ACP. Par ailleurs, on assiste depuis quelques années à la multiplication des sommets bilatéraux regroupant le continent Africain et les grandes puissances telles que les AU-EU,